

# **GE\_GERICHTE C/15177/2014 vom 25. September 2015**

GE Cour de justice, 2015-09-25, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_C\\_15177\\_2014](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_C_15177_2014)

FR: GE\_GERICHTE C/15177/2014 du 25 septembre 2015

IT: GE\_GERICHTE C/15177/2014 del 25 settembre 2015

## **Regeste**

PROTECTION DE L'UNION CONJUGALE; OBLIGATION D'ENTRETIEN; FRAIS(EN GÉNÉRAL); REVENU HYPOTHÉTIQUE | CC.285.1; CC.173.3

## **Erwägungen**

### **E. 1.1**

Selon l'art. 308 al. 1 let. b CPC, l'appel est recevable contre les décisions de première instance sur mesures provisionnelles, telles que les décisions sur mesures protectrices de l'union conjugale prononcées en procédure sommaire (art. 175 et ss CC, 271 et ss CPC), dans les causes non patrimoniales ou dont la valeur litigieuse, au dernier état des conclusions de première instance, est supérieure à 10'000 fr. (art. 308 al. 2 CPC). Si la durée des revenus et prestations périodiques est indéterminée ou illimitée, le capital est constitué du montant annuel du revenu ou de la prestation, multiplié par vingt (art. 92 al. 2 CPC). En l'espèce, l'appelant avait conclu, devant le Tribunal, à ce que l'intimée soit condamnée à lui verser la somme de 300 fr. par mois pour l'entretien de C\_\_\_\_\_, dont il sollicitait la garde, alors que l'intimée avait conclu à ce que ce dernier soit condamné à lui payer la somme de 1'500 fr. par mois pour l'entretien de la famille. La valeur litigieuse est ainsi supérieure à 10'000 fr. et la voie de l'appel est ouverte.

### **E. 1.2**

L'appel a été interjeté dans le délai de dix jours (art. 271 et 314 al. 1 CPC) et suivant la forme prescrite par la loi (art. 130, 131, 311 al. 1 CPC). Il est ainsi recevable.

### **E. 2**

La Cour revoit la cause avec un plein pouvoir d'examen (art. 310 CPC). Toutefois, les mesures protectrices de l'union conjugale étant soumises à la procédure sommaire, sa cognition est limitée à la simple vraisemblance des faits et à un examen sommaire du droit, l'exigence de célérité étant privilégiée par rapport à celle de sécurité (ATF 127 III 474 consid. 2b/bb = JdT 2002 I 352; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_392/2014 du 20 août 2014 consid. 1.5). S'agissant du sort des enfants mineurs, les maximes d'office et inquisitoire illimitée s'appliquent (art. 296 al. 3 CPC), ce qui a pour conséquence que la Cour n'est pas liée par les conclusions des parties (ATF 129 III 417 consid. 2.1.2; 128 III 411 consid. 3.2.2; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_132/2014 du 20 juin 2014 consid. 3.1.3). Toutefois, la maxime inquisitoire ne dispense pas les parties de collaborer activement à la procédure et d'étayer leurs propres thèses; il leur incombe de renseigner le juge sur les faits de la cause et de lui indiquer les moyens de preuve disponibles (ATF 128 III 411 consid. 3.2.1; arrêt 5A\_808/2012 du 29 août 2013 consid. 4.3.2).

### **E. 3**

L'appelant conteste la somme mise à sa charge à titre de contribution à l'entretien de C\_\_\_\_\_ par le premier juge et remet en cause le montant des charges de cette dernière, ainsi que le revenu hypothétique qui lui a été imputé.

### **E. 3.1**

Les père et mère doivent pourvoir à l'entretien de leur enfant et assumer, par conséquent, les frais de son éducation, de sa formation et des mesures prises pour le protéger. L'entretien est assuré par les soins et l'éducation ou, lorsque le mineur n'est pas sous la garde de ses père et mère, par des prestations pécuniaires (art. 276 al. 1 et 2 CC). Aux termes de l'art. 285 al. 1 CC, la contribution d'entretien doit correspondre aux besoins de l'enfant ainsi qu'à la situation et aux ressources des père et mère; il est tenu compte de la participation de celui des parents qui n'a pas la garde de l'enfant à la prise en charge de ce dernier. La loi ne prescrit toutefois pas de méthode de calcul particulière pour arrêter la contribution d'entretien. Sa fixation relève principalement de l'appréciation du juge, qui jouit d'un large pouvoir d'appréciation et applique les règles du droit et de l'équité (art. 4 CC).

### **E. 3.2**

Une des méthodes possibles est celle dite du «minimum vital» : les besoins de l'enfant mineur et la capacité contributive du débirentier sont déterminés en ajoutant à leurs montants de base admis par le droit des poursuites leurs charges incompressibles respectives (art. 93 LP; arrêt du Tribunal fédéral 5C.142/2006 du 2 février 2007 consid. 4.3; Perrin, Commentaire romand, Code civil I, 2010, n. 23 ss ad art. 285 CC; Bastons Bulletti, L'entretien après divorce : méthodes de calcul, montant, durée et limites, in SJ 2007 II p. 84 ss et 101 ss). Lorsque la situation financière des parties le permet, il est également justifié d'ajouter au minimum vital du droit des poursuites certains suppléments, tels que les impôts et certaines primes d'assurances non obligatoires (RC privée, ménage, complémentaires d'assurance-maladie) (Bastons Bulletti, op. cit., p. 90). Les charges d'un enfant mineur comprennent un montant de base selon les normes d'insaisissabilité en vigueur à Genève pour l'année en cours (RS/GE E 3.60.04), une participation aux frais du logement (arrêt du Tribunal fédéral 5A\_533/2010 du 24 novembre 2010 consid. 2.1), sa prime d'assurance maladie, les frais de transport public et d'autres frais effectifs. Concernant les frais de logement, il est nécessaire de les répartir entre le parent gardien et les enfants et de les mettre à la charge des enfants, dans une proportion déterminée pour chaque cas par le juge, dans le cadre de son pouvoir d'appréciation (art. 4 CC) au vu de l'ensemble des circonstances (ATF 115 Ia 325 consid. 3 a). Une part de 20% du loyer raisonnable pour un enfant et 30% pour deux enfants est, en pratique, fréquemment appliquée (Bastons Bulletti, op. cit., p. 77 ss, p. 85 et 102). Les allocations familiales doivent être retranchées du coût de l'enfant (arrêts du Tribunal fédéral 5A\_892/2013 du 29 juillet 2014 consid. 4.4.3 et 5A\_207/2009 du 21 octobre 2009 consid. 3.2).

### **E. 3.3**

Afin d'établir les ressources du parent débirentier, le juge peut prendre en compte un revenu hypothétique, lorsque l'intéressé pourrait gagner davantage qu'il ne gagne effectivement en faisant preuve de bonne volonté ou en fournissant l'effort qui peut raisonnablement être exigé de lui, afin de remplir ses obligations (ATF 128 III 3 consid. 4.a; 126 III 10 consid. 2, JdT 2000 I 121). En cas de situation financière modeste, des exigences particulièrement élevées doivent être posées quant à la mise à profit de la capacité de gain du parent débirentier, en particulier lorsque la contribution d'entretien concerne les enfants mineurs

(arrêt du Tribunal fédéral 5A\_21/2011 du 3 mai 2012 consid. 3.3). La prise en compte d'un revenu hypothétique dépend de deux conditions. Premièrement, il s'agit de déterminer si l'on peut raisonnablement exiger d'une personne qu'elle exerce une activité lucrative ou augmente celle-ci, eu égard, notamment, à sa formation, à son âge et à son état de santé; il s'agit d'une question de droit (arrêt du Tribunal fédéral 5A\_218/2012 du 29 juin 2012 consid. 3.3.3). Deuxièmement, le juge doit établir si la personne a la possibilité effective d'exercer l'activité ainsi déterminée et quel revenu elle peut en obtenir, compte tenu des circonstances subjectives susmentionnées, ainsi que du marché du travail; il s'agit là d'une question de fait (ATF 128 III 4 consid. 4c/bb; 126 III 10 consid. 2b; arrêts du Tribunal fédéral 5A\_435/2011 du 14 novembre 2011 consid. 6.2 et 5A\_18/2011 du 1<sup>er</sup> juin 2011 consid. 3.1.1).

3.4.1 En l'espèce, la méthode utilisée par le Tribunal, dite "du minimum vital", n'est, à juste titre, pas contestée devant la Cour, celle-ci étant adéquate compte tenu de la situation financière modeste des parties. Le premier juge a fixé les charges incompressibles de C\_\_\_\_\_ en prenant, notamment, en compte le montant de sa prime d'assurance-maladie complémentaire LCA. Or, conformément aux principes rappelés ci-dessus et au regard de la situation financière des parties, seule la prime d'assurance-maladie obligatoire LAMal doit être prise en compte dans l'établissement des charges. L'appelant critique également la part de loyer (25%) prise en compte par le premier juge dans les charges de l'enfant. Il résulte à cet égard du dossier que C\_\_\_\_\_ habite seule avec l'intimée dans un appartement de 4 pièces, dont le loyer s'élève à 1'880 fr. Bien qu'élevée, une proportion de 25% du loyer n'apparaît pas, dans ces conditions, excessive au vu du large pouvoir d'appréciation reconnu au juge en la matière. L'appelant n'expose au demeurant pas en quoi les limites de ce pouvoir d'appréciation aurait été dépassées en l'espèce. Dès lors, les charges de C\_\_\_\_\_ s'élèvent à 977 fr. 15 (valeur arrondie), comprenant son entretien de base selon les normes OP (400 fr.), sa prime d'assurance maladie obligatoire (107 fr. 15) et sa participation au loyer de l'intimée de 25% (470 fr.). Les coûts de l'enfant s'élèvent donc, après déduction des 300 fr. d'allocations familiales, à 677 fr. 15.

3.4.2 L'intimée allègue avoir débuté un emploi de caissière à 80% dans une station-service, pour un revenu mensuel brut de 3'200 fr. Bien qu'elle ne produise aucune pièce à l'appui de cet allégué, celui-ci paraît vraisemblable et sera retenu. Elle n'est donc plus au bénéfice de prestations financières de l'Hospice général, de sorte qu'elle doit dorénavant s'acquitter de l'entier de sa prime d'assurance maladie obligatoire. Ses charges incompressibles se montent donc à 3'236 fr., soit son montant de base selon les normes OP (1'350 fr.), 75% de son loyer (1'410 fr.) et sa prime LAMal (476 fr.). Elle supporte ainsi un déficit. Conformément aux principes rappelés ci-dessus, l'intimée fournira donc principalement à sa fille des soins et de l'éducation, alors que l'appelant, qui n'a pas la garde de cette dernière, contribuera par des prestations financières à l'entretien de l'enfant, ce qu'il ne conteste, au demeurant, pas.

3.4.3 Ce dernier perçoit de l'Hospice général la somme mensuelle de 1'262 fr. 55 et ses charges incompressibles s'élèvent à 1'590 fr. 90, comprenant son entretien de base selon les normes OP (850 fr., dès lors qu'il vit chez ses parents), sa participation au loyer de ces derniers (400 fr.) et sa prime d'assurance-maladie, subside déduit (340 fr. 90). Il supporte donc également un déficit. Toutefois, l'appelant ne conteste pas l'appréciation faite par le Tribunal selon laquelle l'on peut raisonnablement exiger de lui qu'il exerce une activité lucrative, affirmant lui-même être en mesure de travailler, eu égard notamment à son âge et à son bon état de santé, et avoir la volonté de trouver un emploi : il aurait, cependant, entrepris tout ce que l'on pouvait exiger de lui pour retrouver un travail, en vain. A cet égard, il apparaît qu'il a procédé à plusieurs recherches

d'emploi depuis l'été 2014, il ressort des pièces produites que celles-ci ne correspondent pas à ses aptitudes, ni à ses domaines de compétences. En effet, il a principalement postulé pour des emplois de conseiller en assurances, de courtier immobilier, d'assistant de gérant d'un portefeuille d'immeubles ou encore de technicien ou gérant d'immeubles, alors qu'au regard de son curriculum vitae, il ne possède aucune qualification, ni expérience dans ces secteurs, étant précisé que sa formation dans le domaine immobilier n'a pas été achevée. Il peut raisonnablement être exigé de l'appelant qu'il dirige donc ses recherches vers des postes moins qualifiés et dans des domaines autres que l'immobilier et les assurances, soit, la restauration, la vente ou la livraison. En effet, il possède la patente de cafetier, une expérience dans la gestion d'un café-restaurant, ainsi que dans une station de lavage et il a également été livreur. Au regard de ce qui précède, l'appelant n'a pas concrètement entrepris tout ce qui pouvait raisonnablement être attendu de lui pour retrouver une activité professionnelle, afin d'assumer ses obligations envers sa fille : c'est donc à juste titre que le Tribunal lui a imputé un revenu mensuel hypothétique net de 3'500 fr. Un tel revenu correspond, peu ou prou, au salaire moyen qu'il a obtenu entre 2009 et 2010, soit 3'450 fr. Son dernier salaire de 2'500 fr., allégué pour son activité de gérant de son ancien café-restaurant, n'ayant pas été rendu vraisemblable, ne sera pas pris en compte. En effet, bien qu'il soit en litige avec son ancien associé, il a déclaré avoir été salarié de la société exploitant le café-restaurant. Il aurait donc dû recevoir des fiches de salaire, mais n'a pourtant rien produit. En outre, un revenu hypothétique de 3'500 fr. correspond approximativement au salaire inférieur pour 40 heures de travail par semaine d'une personne ayant le profil de l'appelant (naissance en 1975, formation n'excédant pas la scolarité obligatoire, 1 ou 2 ans d'ancienneté, sans fonction de cadre, tâches simples et répétitives, domaine de la restauration, économie domestique, ou encore de la vente en détail), selon le calculateur de salaire en ligne pour le canton de Genève (<http://cms2.unige.ch/ses/lea/projet/salaires/ogmt/index.php>). Un tel revenu est donc adapté à la situation de l'appelant. En percevant celui-ci, l'appelant serait en mesure de couvrir la quasi-totalité des besoins de sa fille, qui s'élèvent à 677 fr., et ce même en augmentant le montant de ses charges. En prenant en compte un loyer de 1'100 fr., un entretien de base selon les normes OP de 1'200 fr., l'entier de sa prime d'assurance-maladie et en y incluant des frais de transport (allégués pour la première fois en appel), il disposerait en effet encore d'un montant de 654 fr. Partant, il sera condamné à verser à son épouse la somme de 650 fr. par mois pour l'entretien de leur fille et le chiffre 7 du dispositif du jugement entrepris sera modifié en ce sens.

#### **E. 4**

Enfin, l'appelant fait grief au premier juge d'avoir retenu comme dies a quo de la contribution litigieuse la date du 1<sup>er</sup> avril 2014.

#### **E. 4.1**

Les contributions pécuniaires fixées par le juge dans le cadre de mesures protectrices de l'union conjugale peuvent être réclamées pour l'avenir et pour l'année qui précède l'introduction de la requête, l'art. 173 al. 3 CC étant applicable par analogie dans le cadre de l'organisation de la vie séparée selon l'art. 176 CC (ATF 115 II 201 consid. 4; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_765/2010 du 17 mars 2011 consid. 4.2). La contribution d'entretien due pour la période qui précède une décision de mesures provisoires doit se fonder sur la situation financière effective des parties à l'époque; partant, le juge ne saurait sans arbitraire tenir compte, pour une période donnée antérieure à sa décision, de charges ou de revenus

qui ne correspondent pas à la situation à l'époque (arrêts du Tribunal fédéral non publiés 5P.376/2004 du 7 janvier 2005 consid. 2.2 et 5P.29/1991 du 17 mai 1991 consid. 5c)

#### **E. 4.2**

En l'espèce, il ne ressort pas du dossier qu'après avoir définitivement quitté le domicile conjugal en mai 2014, l'appelant aurait continué à contribuer financièrement à l'entretien de sa fille. Toutefois, dès juin 2014, il a été mis au bénéfice de prestations financières de l'Hospice général, qui ne couvraient pas l'entier de ses charges. Dès lors l'appelant ne peut pas être astreint au versement d'une contribution à l'entretien de sa fille à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014, tel que retenu par le Tribunal, sauf à entamer son propre minimum vital, qui de jurisprudence constante, doit être préservé. En outre, bien que l'appelant ait effectué, de manière soutenue, des recherches d'emploi dès le mois d'octobre 2014, ce n'est qu'à réception du jugement querellé qu'il aurait dû comprendre devoir rechercher un travail moins qualifié, lui permettant de réaliser le revenu hypothétique de 3'500 fr. retenu. Partant, il se justifie de fixer le dies a quo de la contribution due à l'entretien de sa fille à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015. Le chiffre 7 du dispositif du jugement querellé sera également modifié en conséquence.

#### **E. 5.1**

Lorsque la Cour statue à nouveau, elle se prononce sur les frais fixés par le Tribunal de première instance (art. 318 al. 3 CPC). Les chiffres 8 et 9 du dispositif du jugement attaqué, concernant les frais (frais judiciaires et dépens) de première instance et leur répartition, non contestés par les parties et conformes au Règlement fixant le tarif des frais en matière civile (RTFMC - RS/GE E 1 05.10), seront confirmés, pour des motifs d'équité liés à la nature du litige (art. 107 al. 1 let. c CPC).

#### **E. 5.2**

Les frais d'appel seront eux fixés à 800 fr. (art. 30 al. 1 et 35 RTFMC) et mis à la charge des parties pour moitié chacune, compte tenu de l'issue et de la nature du litige (art. 95 et 107 al. 1 let. c CPC). Comme ces dernières sont au bénéfice de l'assistance juridique, les frais judiciaires seront provisoirement supportés par l'Etat de Genève, lequel pourra en réclamer le remboursement ultérieurement (art. 122 al. 1 let. b, 123 CPC et 19 du Règlement sur l'assistance juridique et l'indemnisation des conseils juridiques et défenseurs d'office en matière civile, administrative et pénale – RAJ – RS/GE E 2 05.04). Enfin, les parties conserveront à leur charge leurs propres dépens d'appel (107 al. 1 let. c CPC).

#### **E. 6**

Le présent arrêt, statuant sur mesures protectrices de l'union conjugale, est susceptible d'un recours en matière civile, les moyens étant limités en application de l'art. 98 LTF. \* \* \* \* \*  
PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable l'appel interjeté le 12 mars 2015 par A\_\_\_\_\_ contre le chiffre 7 du dispositif du jugement JTPI/2499/2015 rendu le 26 février 2015 par le Tribunal de première instance dans la cause C/15177/2014-14. Au fond : Annule le chiffre 7 du dispositif de ce jugement. Cela fait, et statuant à nouveau : Condamne A\_\_\_\_\_ à verser en mains de B\_\_\_\_\_, par mois et d'avance, la somme de 650 fr. à titre de contribution à l'entretien de leur fille, C\_\_\_\_\_, dès le 1<sup>er</sup> avril 2015. Confirme le jugement pour le surplus. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires d'appel à 800 fr., les met à la charge de chacune des parties par moitié. Dit qu'ils sont provisoirement supportés par l'Etat de Genève. Dit que chaque partie conserve ses propres dépens. Siégeant : Madame Valérie

LAEMMEL-JUILLARD, présidente; Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, Monsieur Patrick CHENAUX, juges; Madame Audrey MARASCO, greffière. La présidente : Valérie LAEMMEL-JUILLARD La greffière : Audrey MARASCO Indication des voies de recours : Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110 ), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile. Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14. Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.